

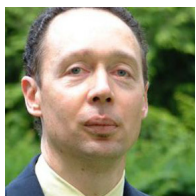
Le prix du pétrole et son impact sur les économies africaines

Pour cette 23^e édition du think tank Energie pour l'Afrique, nous avons abordé les conséquences de la pandémie du COVID-19 sur le marché du pétrole et sur les économies africaines. Compte rendu du séminaire sur Zoom du 19 mai 2020...

Dans le contexte de la crise sanitaire et économique inédite, cette session était particulièrement attendue par nombre d'acteurs et connaisseurs de la scène énergétique mondiale et africaine. Ainsi plus de cent personnes ont participé à ce séminaire via la plateforme Zoom pendant plus de deux heures et demie pour ce débat passionnant.



Jean-Pierre Favennec a introduit cette session si particulière dans le contexte de la pandémie qui a touché presque l'ensemble des pays de l'Afrique mais avec un bilan humain dix fois moins important que les pays d'Europe de l'Ouest. Le pétrole étant très largement l'énergie de référence mondiale, il est urgent de comprendre l'impact du COVID sur les économies africaines.



Francis Perrin, directeur de recherches à l'IRIS et au Policy Center for the New South à Rabat a présenté les multiples facteurs politiques qui ont mené à une dégringolade des prix du pétrole en l'espace de deux mois.

Parti de la Chine, premier importateur et deuxième consommateur mondial de pétrole, le Coronavirus a très rapidement pesé sur la demande pétrolière mondiale en freinant les déplacements de personnes et marchandises. La chute considérable de la de-

mande de pétrole qui a reculé de 110 millions de barils par jour en début d'année à seulement 70 ou 80 millions certains jours de mars ou d'avril a conduit les producteurs à se réunir pour envisager une réduction de la production. Suite à un différend entre l'Arabie Saoudite et la Russie aucun accord n'a pu se faire dans un premier temps, la Russie refusant de réduire sa production pour ne pas favoriser la production de pétroles de schistes américains. L'Arabie Saoudite a alors délibérément augmenté sa production de 12 à 13 millions de barils jour afin de gagner des parts de marché, entraînant les prix dans une chute inégalée dans l'histoire du pétrole. Ce n'est que le 12 avril qu'un compromis souhaité par les Etats-Unis a permis une baisse de 10% de l'offre mondiale dès le mois de mai, ce qui a permis un léger redressement des prix du brut.

La baisse des prix du pétrole aura des conséquences importantes sur les bénéfices des compagnies pétrolières qui ont immédiatement gelé leurs investissements et réduit leurs coûts. L'activité de forage s'est contractée entraînant une baisse de la production et la faillite de nombreux petits producteurs marginaux aux Etats-Unis. Dans son ensemble, l'économie pétrolière et para-pétrolière s'est vivement contractée, ce qui ne manquera pas d'affaiblir l'offre pétrolière future, faute de développement de gisements nouveaux. Pour les pays producteurs, ceci

signifie une chute des recettes d'exportation et un impact sur la croissance et la situation économique et sociale. Tous les pays producteurs souffrent de la chute des prix et d'autant plus que l'équilibre budgétaire est fortement dépendant du pétrole, du niveau des réserves financières dont ils disposent. Sur le continent africain, les pays comme l'Algérie, le Nigéria et l'Angola semblent les plus exposés.

James McCullagh, Directeur CITAC, spécialiste de l'aval pétrolier, estime que l'impact de la baisse du prix du pétrole



sur la demande pétrolière est bien réelle et différenciée entre les pays producteurs de pétrole dont l'activité économique est en berne et les pays importateurs dont l'effet prix n'est pas en soi néfaste pour l'économie. En Afrique subsaharienne, les pays producteurs de pétrole représentent 70 % de la demande de la région. La restriction des déplacements dans la période actuelle a surtout touché les consommations de gasoil routiers et de carburants pour l'aviation, et moindrement fioul lourd, l'essence et le GPL. L'autre facteur qui limite l'effondrement de la demande reste la croissance démographique. S'agissant des pays importateurs de pétrole, l'effet de la baisse des prix sur la demande sera plus ou moins forte selon le niveau de fiscalité qui peut atténuer la visibilité de

>> Le prix du pétrole et son impact sur les économies africaines

la baisse des prix. C'est le cas de plusieurs pays dont les gouvernements n'ont pas modifié les prix à la pompe engrangeant ainsi des surplus de taxes importants.

Au niveau de l'exploration et du développement des ressources pétrolières, l'impact de la forte baisse des prix a été immédiate au Sénégal, comme nous l'a décrit **Djibril Kanouté**, ancien Directeur Général de Petrosen.



Avant la crise du Covid 19, les recherches d'hydrocarbures étaient en cours sur neuf blocs avec des découvertes significatives relativement récentes au cours des cinq dernières années - du gaz à Grand Tortue, Yakaar et Teranga, et du pétrole à Sangomar (brut SNE). La production n'ayant pas démarré, le Sénégal reste un pays quasi totalement importateur d'hydrocarbures. La pandémie a signifié un fort ralentissement de toutes les activités y compris celles de développement et d'exploration au Sénégal. Initialement prévue pour 2022, le groupe BP a annoncé le report à 2023 de la mise en production du gisement de Grand Tortue en mer au large de Saint-Louis. Même report pour le démarrage de la production de Sangomar. En outre la société d'exploration australienne FAR a annoncé la mise en vente d'une partie de sa participation sur la phase 1 du gisement SNE.

De nombreuses interrogations pèsent sur l'avenir immédiat des activités du secteur pétrolier sénégalais. Le secteur de l'amont redémarrera à partir du moment où les frontières seront rouvertes et où les prix permettront d'entrevoir une certaine attractivité des projets fondés sur des perspectives de rentabilité acceptables. Selon **Djibril Kanouté** dans le cas du Sénégal, il ne s'agirait que de reports et non d'annulations de projets.



Idrissa Bodian,
Directeur général de



l'IAE et **Fary Ndao**,
ingénieur géologue,
ont analysé l'impact
du COVID dans différents groupes de pays :

- Les producteurs majeurs comme le Nigéria, dont le budget national est fondé sur un prix moyen du brut à 57 dollars/baril contre 33 dollars mi-mai. La récession du Nigéria se situera entre -2% et -8% cette année.

Certains projets majeurs en cours comme la méga raffinerie Dangote à Lagos seront retardés.

- Les pays de producteurs intermédiaires comme la Côte d'Ivoire et le Ghana auront quelques difficultés, le Ghana faisant déjà face à une crise sur le gaz et l'électricité.

- Les pays non producteurs (Togo, Mali et Bénin et Guinée) ayant adopté des politiques de stabilisation auront l'opportunité de se constituer des réserves financières et/ou de constituer des réserves de stockage à très bas prix.

Des signes avant-coureurs laissent espérer l'amorce d'une sortie de crise - reprise de la consommation chinoise et des pays de l'OCDE.

Les baisses de prix du pétrole, ce pourrait être une opportunité pour les pays de la CDAO de renforcer la mutualisation de leurs capacités de stockage et d'instaurer des mécanismes de stabilisation au niveau régional.

Cette période instable sera-t-elle également propice à l'accélération de la diversification énergétique en misant davantage sur l'hydroélectricité et les renouvelables ?

On se souviendra que les prix bas du pétrole favorisent à court terme la production d'électricité à partir de petits générateurs qui fournissent actuellement une électricité à un prix relativement modéré. Mais on peut néanmoins parier sur un maintien des projets d'énergie renouvelables. Les efforts de renouvellement et d'amélioration des réseaux électriques doivent se poursuivre en même temps que la promotion des politiques d'efficacité économique. Ce thème fera l'objet d'une prochaine réunion du think tank Energie pour l'Afrique qui sera certainement aussi riche de discussion et d'idées fertiles que nos deux premières réunions virtuelles cette année ■

Jean-Pierre Favennec
Président de l'ADEA

Philippe Lambert
Vice-Président de l'ADEA
Coordinateur du think-tank
Énergie pour l'Afrique

Contacts ADEA

- Jean-Pierre Favennec - président - Tel : 33 (0)6 08 49 19 15
jpfavennec@yahoo.fr
- Philippe Lambert - vice président - Tel : 33 (0)6 07 36 56 33
philippehlambert@gmail.com
- Latifa Hanifi - Secrétariat - Tel : 33 (0)1 47 16 97 92
latifa.hanifi@bestcap.fr